

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JOST LOGISTIC

27 rue de l'Industrie
ZONE INDUSTRIELLE
67720 Hœrdt

Code AIOT : 0006703465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement JOST LOGISTIC implanté 27 RUE DE L'INDUSTRIE - ZONE INDUSTRIELLE - 67720 Hœrdt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOST LOGISTIC
- 27 rue de l'Industrie - ZONE INDUSTRIELLE - 67720 Hœrdt
- Code AIOT : 0006703465
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société JOST LOGISTIC, situé à Hœrdt, correspond à une activité de transport de marchandises disposant d'une flotte d'environ cinquante camions.

Le site comprend notamment :

- un entrepôt avec aire de stationnement ;
- une station de lavage pour poids lourds ;
- une station-service de carburant ;
- une zone extérieure de stockage de bouteilles de gaz.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Contrôles périodiques – Régime de la déclaration contrôlée	Code de l'environnement du 12/07/2010, article L512-11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 11/02/2026, l'inspection a constaté que deux des trois activités examinées sur site n'ont pas fait l'objet des déclarations ICPE requises, à savoir le stockage de matières combustibles en entrepôt couvert (rubrique 1510.2.c) et l'exploitation d'une station-service (rubrique 1435.2).

Par ailleurs, aucun contrôle périodique requis n'a été réalisé pour les deux activités précitées ainsi que pour l'activité de stockage de bouteilles de gaz (rubrique 4718.1.b).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2
Thèmes : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La nomenclature des installations classées, établie par le décret prévu à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et annexée à l'article R. 511-9 du même code, définit pour chaque activité les seuils à partir desquels une installation est soumise à déclaration, à enregistrement ou à autorisation. Toute installation dont les caractéristiques atteignent ces seuils est ainsi tenue d'accomplir la formalité correspondante préalablement à sa mise en exploitation.</p> <p>L'inspection a vérifié sur site la situation administrative des installations exploitées au regard de cette réglementation, en examinant par échantillonnage trois activités exercées sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage de bouteilles de gaz ;

- le stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert ;
- la station-service.

1. Stockage de bouteilles de gaz

L'exploitant a déclaré, au titre des ICPE, le 02 décembre 2005, une installation de stockage de bouteilles de gaz relevant de l'ancienne rubrique n° 1412, correspondant aujourd'hui à la rubrique ICPE n° 4718.1.b, pour une quantité stockée comprise entre 6 tonnes et inférieure à 35 tonnes.

L'inspection a constaté, lors de la visite, la présence en extérieur de 17 tonnes de gaz stocké en bouteilles.

Ce constat confirme le classement de l'installation sous la rubrique ICPE n° 4718.1.b, soumise au régime de la déclaration contrôlée, ce qui n'appelle pas de remarque de l'inspection.

2. Stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert

Aucune rubrique ICPE n'est déclarée par l'exploitant pour l'activité de stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert.

L'exploitant exploite un entrepôt couvert destiné au stockage de matières ou produits combustibles, d'une surface mesurée sur site par l'inspection de 5 000 m², pour une hauteur sous plafond comprise, selon les zones, entre 6 et 7,5 m (mesures minorées, réalisées sans prise en compte des surfaces et hauteurs maximales). Ces mesures ont été corroborées par un rapport d'expertise immobilière présenté par l'exploitant le jour de l'inspection, mentionnant une surface de stockage de 5 500 m² et une hauteur comprise entre 8 et 9 m. Au regard de ces dimensions, le volume total de l'entrepôt est d'au moins 30 000 m³, et d'environ 44 000 m³ selon le rapport d'expertise précité.

L'état des stocks a été consulté avec l'exploitant lors de la visite. Selon les données issues de sa base de gestion, la quantité totale de matières stockées au jour de l'inspection s'élève à 18 878 000 kg, soit plus de 18 000 tonnes. L'inspection a procédé à un décompte des matières ou produits combustibles stockés (matières plastiques, cartons, emballages, huiles, etc.). Ce décompte a été volontairement arrêté après constat d'une masse cumulée excédant 600 tonnes, seuil déjà significativement supérieur au seuil réglementaire de 500 tonnes.

Il est ainsi constaté que l'installation relève de la rubrique ICPE n° 1510.2.c, soumise au régime de la déclaration contrôlée, applicable aux entrepôts couverts d'un volume compris entre 5 000 m³ et inférieur à 50 000 m³, destinés au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes.

Cette activité n'a pas fait l'objet d'une déclaration au titre des ICPE.

3. Station-service

L'exploitant dispose sur site d'une station-service destinée à la distribution de gazole. Il a indiqué que cette installation est utilisée pour alimenter l'ensemble de ses 50 camions, lesquels se ravitaillent quasi exclusivement sur le site, notamment pour des raisons de maîtrise des coûts de carburant. L'inspection a consulté le décompte du volume total de gazole distribué pour l'année 2025, lequel s'élève à 1 178 689 litres, soit environ 1 178 m³.

Il est ainsi constaté que cette activité relève de la rubrique ICPE n° 1435.2, soumise au régime de la déclaration contrôlée pour un volume annuel de carburant distribué compris entre 500 m³ et

inférieur ou égal à 20 000 m³.

Cette activité n'a pas fait l'objet d'une déclaration au titre des ICPE.

Conclusion

Ainsi, les activités relevant des rubriques n° 1510.2.c (entrepôt couvert) et n° 1435.2 (station service) n'ont pas fait l'objet des déclarations requises, démontrant que l'exploitant ne soumet pas l'ensemble de ses installations aux formalités imposées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Il ressort de ces constats que les dispositions de l'article L. 511-2 du code de l'environnement ne sont pas respectées.

Ces constats de situation administrative non conforme ont été établis par sondage et ne sont pas exhaustifs. L'exploitant est invité à procéder à un bilan complet des installations classées exploitées sur le site et à accomplir, le cas échéant, les formalités nécessaires à leur régularisation, qu'il s'agisse d'une déclaration, d'une demande d'enregistrement ou d'une demande d'autorisation, préalablement à toute poursuite de l'exploitation des installations concernées. Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de nouveau constat de situation administrative irrégulière, il pourra être fait usage des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, lequel permet à l'autorité administrative compétente de mettre l'intéressé en demeure de régulariser sa situation et d'ordonner le paiement d'une amende pouvant atteindre 45 000 €, indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Contrôles périodiques – Régime de la déclaration contrôlée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2010, article L512-11

Thèmes : Risques accidentels, Contrôles périodiques – Régime de la déclaration contrôlée

Prescription contrôlée :

Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.

Constats :

Les rubriques de la nomenclature des installations classées, définie par le décret prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement et annexée à l'article R. 511-9 du même code, soumettent au régime de la déclaration contrôlée, c'est-à-dire avec contrôles périodiques, les activités suivantes exercées sur le site :

- la rubrique n° 4718.1.b pour le stockage de gaz inflammables liquéfiés en récipients transportables ;
- la rubrique n° 1510.2.c pour le stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert ;
- la rubrique n° 1435.2 pour l'exploitation d'une station-service.

À ce titre, l'exploitant est tenu de faire réaliser les contrôles périodiques prévus à l'article L. 512-11 du code de l'environnement pour chacune de ces rubriques.

Lors de la visite d'inspection du 11/02/2026, l'inspection a demandé à l'exploitant de produire les rapports de contrôle périodique afférents aux rubriques susmentionnées. L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser ces contrôles et n'a produit aucun document justifiant de leur réalisation.

Conclusion

Ainsi, aucun contrôle périodique n'a été réalisé pour les installations relevant des rubriques n° 4718.1.b (stockage de bouteilles de gaz), n° 1510.2.c (entrepôt couvert) et n° 1435.2 (station service), démontrant que les contrôles requis n'ont pas été effectués, ne permettant pas de vérifier que les installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Il ressort de ces constats que les dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois